

Résister à Trump par le bas

Richard Greeman
24 janvier 2017

Texte inédit pour le site de Ballast

Il faudra plus que les nababs de l'industrie culturelle ou le gratin d'Hollywood — Meryl Streep, Eminem, Beyoncé ou Madonna — pour ébranler Donald Trump. Il faudra bien plus que l'ancienne secrétaire d'État Hillary Clinton — représentante auto-proclamée de Wall Street¹, millionnaire qui applaudit à l'invasion de l'Irak et aux bombardements israéliens sur la bande de Gaza — pour incarner l'opposition. Celle-ci, nous rapporte Richard Greeman, traducteur américain, directeur de la Fondation internationale Victor Serge et cofondateur du centre russe Praxis Research and Education, bat au rythme des manifestations géantes qui ont déferlé sur les principales villes du pays : retour sur un mouvement populaire qui entend bien tenir tête au nouveau régime. ☰ Par Richard Greeman



Au lendemain du discours d'investiture de Donald Trump — un discours violent,



nationaliste —, des millions de résistant.e.s sont descendu.e.s dans les rues de Washington, de New York et de centaines de villes à travers les États-Unis et le monde entier. Il s'agit d'un événement historique sans précédent. Selon les « experts », ils étaient, en ce samedi 21 janvier 2017, trois fois plus nombreux que les participants à la cérémonie officielle de la veille. Tandis que Trump reprend comme slogan de son régime le mot d'ordre des isolationnistes pro-fascistes de 1940 (« America First », L'Amérique d'abord), la grande Marche des femmes a, comme rarement, rassemblé les foules afin d'affirmer la solidarité de tous les opprimés — femmes, travailleurs exploités, minorités ethniques, religieuses, sexuelles, victimes civiles de guerres impérialistes américaines. Comme l'a remarqué le cinéaste Michael Moore, « *Trump est un grand unificateur* » ! Ces énormes masses hétéroclites, bien que solidement unifiées, se sont rassemblées suite à l'initiative Facebook d'une poignée de femmes anonymes. Contre la misogynie et le racisme affichés de Trump, chacun d'affirmer que l'oppression des femmes est à la base de toutes les autres. On y a vu beaucoup de jeunes qui battaient le pavé pour la première fois, aux côtés de vétérans de toutes les manifestations depuis la guerre du Viêt Nam et Martin Luther King.

« Affirmer la solidarité de tous les opprimés : femmes, travailleurs exploités, minorités ethniques, religieuses, sexuelles, victimes civiles de guerres impérialistes américaines. »

Orateurs et pancartes proclamaient la solidarité mutuelle entre les mouvements sociaux qu'ils représentaient, sans toutefois perdre de vue leurs propres revendications de groupe. La débâcle des élections de 2016 et le nom de Clinton n'étaient pas au goût du jour chez ces foules qui orientaient leur regard et leurs luttes vers l'avenir proche. Un mouvement uni de résistance sembla naître, contre un gouvernement affichant son intention de détruire tous les acquis sociaux du dernier demi-siècle : émancipation des femmes (droit à l'avortement), émancipation des Noirs (droit de vote), émancipation des travailleurs (droit syndical), liberté d'opinion, de presse et d'association, sécurité sociale (retraites, santé), libertés civiques de toutes les minorités opprimées. « Nous refusons de retourner dans les années cinquante », assuraient de nombreuses pancartes.

La montée de la résistance populaire à Trump

Comment cette manifestation géante, militante et unitaire, s'est-elle organisée ? La résistance populaire à Donald Trump débuta le soir du 8 novembre, dès la proclamation des résultats de l'élection. Bouleversé.e.s, des dizaines de milliers d'Américain.e.s (en grande majorité des femmes) descendirent spontanément dans les rues des villes

principales, aux cris de « Pas notre président ! ». Le lendemain, des étudiant.e.s organisèrent spontanément des centaines de grèves à travers tout le pays, quittant leurs lycées pour manifester dans la rue. Le sentiment d'abord vague de l'illégitimité de Trump devint une certitude assez commune au fil des jours, à mesure que le peuple apprit que le Président-élu avait été battu par près de trois millions de votes — tout en profitant de manipulations douteuses... L'éditorialiste du très modéré hebdomadaire progressiste *The Nation* appela même à « *une désobéissance civile massive non-violente quotidienne, telle qu'on n'en a pas vue dans ce pays depuis des décennies* ».



(AP Photo/Jose Luis Magana)

Le 9 novembre, à Hawaï, une retraitée américaine de 60 ans, ahurie par le sexisme affirmé de Trump, proposa sur Facebook de manifester à Washington afin de s'opposer à son investiture. En moins d'une nuit, l'événement fut rallié par des milliers de personnes. Deux jours plus tard et des milliers de kilomètres plus loin, à New York, une autre femme lança la même idée et recruta trois activistes (dont une Palestinienne) afin de mettre sur pied une grande marche des femmes sur Washington contre le Misogyne-en-Chef. Des millions de femmes et quelque deux cents organisations et collectifs leur emboîtèrent le pas et parvinrent, malgré certains conflits identitaires, à s'unir pour entreprendre cet exploit d'organisation à échelle nationale. Des marches semblables se coordonnèrent dans plusieurs villes des États-Unis et à travers le monde — une nouvelle fois grâce à Internet et aux réseaux sociaux, qui permettent aux individus de surmonter l'isolement géographique, de communiquer et de se rassembler en temps réel. L'incertitude quant aux résultats de l'élection persistait ; des contestataires essayèrent d'obtenir un recompte dans trois États clés, où le destin de la Nation fut décidé par quelques dizaines de milliers de votes...

« *Très divers, ces acteurs tissent de nouvelles alliances afin de*



tous se mobiliser pour la défense des acquis obtenus lors de la période Malcom X et Martin Luther King. »

En revanche, à Washington, les élites des deux partis responsables de cette débâcle anti-démocratique tentaient de serrer les rangs devant la remise en question de la légitimité de leur « duopole » politique. Obama, souriant, invita Trump à la Maison-Blanche pour lui faire savoir que « *nous allons maintenant faire tout ce que nous pouvons pour vous aider à réussir, car si vous réussissez, alors le pays réussit* ». Tentative de calmer le jeu, de normaliser la situation, de banaliser le mal. Mais le Donald se moque bien des règles du jeu... Il continua de scandaliser l'opinion avec ses tweets ahurissants (cf. les deux millions de « [votes frauduleux](#) » en faveur de Clinton) et ses attaques personnelles répétées à l'endroit de ses critiques (dont Neil Young, Whoopi Goldberg, Samuel L. Jackson et le comique John Oliver).

Devant le danger, les mouvements serrent les rangs

Les mouvements sociaux — plutôt autonomes — qui composent le paysage politique états-unien prirent sans tarder la mesure de la gravité de la situation. Les trois branches du gouvernement [*le Sénat, la Chambre des représentants et l'exécutif, ndlr*] seront désormais aux mains de la droite républicaine réactionnaire du « Tea Party » et des nationalistes blancs. Face à ce danger, lesdits mouvements commencèrent à mettre de côté leurs divisions identitaires et à se rapprocher afin de se préparer à cette lutte de fond : la dure résistance des Indiens de [Standing Rock](#) et de leurs alliés contre les pétroliers et leurs polices privées a servi d'avant-garde et a fini par remporter, temporairement, une bataille. Alors que le triomphe électoral de Trump entraînait la multiplication des agressions de rue contre les minorités et confortait le scandale de l'impunité des policiers qui assassinent des Noirs désarmés, les mouvements antiracistes, du type des [#BlackLivesMatter](#), amplifiaient leur dynamique de résistance — notamment grâce au soutien et au ralliement des défenseurs des droits des minorités, des églises et des associations culturelles noires. Très divers, ces acteurs tissent de nouvelles alliances afin de se mobiliser collectivement pour la défense des acquis obtenus lors de la période Malcom X et Martin Luther King. On constate la même réaction dans la communauté des minorités sexuelles (LGBTQI). Des millions de familles d'immigrés, en majorité latinos, déjà durement persécutés par Obama (deux millions d'expulsés, des milliers de femmes et enfants détenus dans des prisons privées) se préparent aux luttes à venir. Par solidarité, des églises, des villes et des régions leur offrent des « sanctuaires » et refusent de coopérer avec les forces fédérales en cas de

tentatives d'expulsions.



(© James Barrett)

En promettant des créations d'emplois dans la construction (bâtiments, ponts et chaussées) et de favoriser le travail « américain » (entendre blanc), Trump a pu séduire temporairement un mouvement ouvrier qui, aujourd'hui confronté à la réalité, se rend compte de l'ampleur de l'escroquerie. Selon les sondages, le soutien populaire au Président-élu est descendu à 32 %. Le mouvement se redéploie en se rapprochant du précaire des minorités surexploitées à bas salaires et en mettant en avant la revendication d'un salaire minimum de 15 dollars de l'heure. De nombreux artistes, comédiens, musiciens et écrivains profitent de chaque occasion pour signifier leur opposition — ils refusent quasi unanimement les invitations à participer aux spectacles liés à l'investiture, réduits le 20 janvier à des représentations d'artistes « country », à des chansons patriotiques et à des défilés de cornemuses. Alors que les élites démocrates continuent de défendre le choix désastreux d'une candidate élitiste impopulaire, le sénateur indépendant Bernie Sanders poursuit sa croisade sociale-démocrate. En interne, une jeune garde progressiste tente de prendre la direction du Parti démocrate en mettant en avant comme chef de file, un jeune homme de couleur et de confession musulmane, le député du Minnesota [Keith Ellison](#). Enfin, les autorités publiques de nombreuses villes, régions et États des côtes ouest et est contestent le résultat de l'élection : maires, gouverneurs et parlementaires rejettent le principe d'une coopération avec les autorités fédérales au nom de la défense de leur population et de leur territoire, contre les dégradations à venir de la mandature Trump. Prenons l'exemple d'un État comparable à la France en matière de richesses, de population et de territoire : la Californie. Forte de ses statuts sur la protection de l'environnement, elle vient de voter un ensemble de lois bloquant en amont l'intervention fédérale et a affirmé son intention de payer la défense légale de tous les immigrés arrêtés par le gouvernement fédéral. À



tous les niveaux, les chefs d'administration incitent leurs employés à saboter bureaucratiquement les [directives néfastes](#) venant de Washington.

« Cette résistance autonome a le grand avantage de n'être inféodée à aucun parti politique. Les démocrates sont complètement discrédités : Clinton s'est autodétruite et fait profil bas. »

Face au proto-fascisme trumpien, on voit se dresser un front uni, construit par le bas, de mouvements sociaux. Cette résistance autonome a le grand avantage de n'être inféodée à aucun parti politique. Dans le passé récent, la principale faiblesse des grandes manifestations — les mouvements anti-nucléaire, féministes, antiracistes — réside essentiellement dans la captation de ses leaders par le Parti démocrate, qui les séduit et les coopte. Aujourd'hui, les démocrates sont complètement discrédités : Clinton s'est autodétruite et fait profil bas ; Obama tente, à la toute dernière minute, de sauver son héritage en gracieux la jeune lanceuse d'alerte [Chelsea Manning](#). Mais personne n'oublie que le président sortant a fait arrêter davantage de journalistes que tous les précédents, facilitant ainsi la tâche d'un Trump en guerre contre la liberté de la presse. Dans son émouvant discours d'adieux, Obama a essayé de se racheter en louant l'apport des immigrés à la Nation — cet « expulseur-en-chef » tente ainsi de se positionner comme possible porte-parole de l'opposition à Washington. « Pathétique », comme dirait Trump ! Seul le socialiste Bernie Sanders en sort la tête haute. Mais le vieux sénateur indépendant du Vermont demeure bien seul dans son camp.

Si l'esprit de ces manifestations se propage, si l'unité des mouvements se consolide, si cette solidarité s'approfondit et s'organise, cette résistance deviendra historique. Mais dans quelle perspective ? Sans conteste, les représentants des divers mouvements qui ont pris la parole le 21 janvier entendent passer à l'offensive. L'écrivain et critique d'art [John Berger](#) écrit : « *Théoriquement, les manifestations démontrent la force de l'opinion ou du sentiment public ; théoriquement, elles font appel à la conscience démocratique de l'État. Mais ceci implique une conscience qui a peu de chance d'exister. En vérité, les manifestations sont des répétitions pour une révolution ; pas des répétitions stratégiques ni même tactiques, mais des répétitions de conscience révolutionnaire. Le délai entre les répétitions et la véritable représentation peut être très long, mais toute manifestation à laquelle manque cet élément de répétition est mieux décrite comme un spectacle public officiellement encouragé.* »



(© Gerry Broome/A.P. Images)

Nature et composition du régime Trump

Des puissants, sans scrupules et déterminés. Les millions d'Américains, qui n'avaient pas pris Trump trop au sérieux, découvrent le profil déconcertant des ministres qu'il a recrutés, du haut de sa Tour de la V^e avenue, pour composer son gouvernement. De quoi réveiller peur et colère. De fait, le PDG, star de *The Apprentice* [émission de télé-réalité dont Trump était la vedette, nldr], a rassemblé autour de lui une bande d'extrémistes de droite composée de millionnaires et de milliardaires (dont quatre associés de Goldman Sachs), plus quatre généraux (un record), le tout complété par ses amis et quelques membres de sa famille. Tous blancs. C'est le gouvernement le plus riche de l'histoire des États-Unis. Il s'agit là, on le comprend, d'une franche rupture avec le *statu quo* du néolibéralisme mondialisé de l'ère Clinton-Bush-Obama-Union européenne : nous entrons dans l'ère du « capitalisme de copinage » nationaliste et autoritaire. Qu'est-ce à dire ? Au contraire du consensus capitaliste « démocratique » (et son gouvernement parlementaire), nous avons le pouvoir d'un chef charismatique entouré de « copains » — favoris et clients avec lesquels le « boss » entretient des liens financiers et dont les intérêts personnels priment sur ceux de la Nation. Nous en connaissons déjà des variétés asiatiques, en Indonésie, à Hong Kong, en Corée du Sud et aux Philippines : Trump affiche d'ailleurs ouvertement sa sympathie pour le président philippin Duterte (ce dernier dirige personnellement les escadrons de la mort qui ont récemment assassiné quelques milliers de citoyens suspectés d'être des drogués). Pourrait-on déjà parler d'un nouvel « axe du mal » national-capitaliste, avec le triumvirat Poutine-Le Pen-Trump à sa tête ? Il est trop tôt pour le dire. Mais force est d'admettre que le fameux « [consensus de Washington](#) », composé de pays capitalistes et néolibéraux² du Nord global engagés dans la mondialisation via leurs traités internationaux, n'est plus de mise. Que ce capitalisme de copinage nationaliste puisse



facilement dégénérer en fascisme — à l’occasion, par exemple, d’une crise plus ou moins provoquée par son chef — est évident. Mais nous n’y sommes pas : il manque au régime de Trump un mouvement de masse, de base, agressif et organisé.

« Presque tous les ministres s'avèrent des ennemis déclarés de la mission officielle de leur ministère. »

Presque tous les ministres s'avèrent des ennemis déclarés de la mission officielle de leur ministère. Celle qu'ils mettent à leur agenda ? Démanteler les fonctions bénéfiques du « gouvernement » (mot péjoratif, en langue républicaine) pour ne conserver pour eux que l'État (appareil de répression). Commençons par [Betsy De Vos](#), proposée pour le poste de ministre de l'Éducation : multimilliardaire, héritière de la société [Amway](#), elle veut tout simplement privatiser l'école publique — elle fait campagne depuis longtemps en faveur des « *charter schools* » (ces écoles privées bénéficiant de subventions et de locaux dans les écoles publiques) et a investi des millions dans une chaîne d'écoles privées à but lucratif. [Scott Pruitt](#), gouverneur de l'Oklahoma, est nommé chef de l'Agence de protection de l'environnement — agence que Pruitt, représentant politique des intérêts pétroliers, a plus de cinquante fois attaqué en justice : il nie le rôle des humains dans le réchauffement climatique. [Rick Perry](#), nommé à l'Énergie, renchérit sur le climat : le consensus des scientifiques serait « *un gâchis de mensonges et de manipulations* ». Cet ancien gouverneur du Texas a notamment demandé l'abolition du Département de l'Énergie... qu'il va diriger. Aux Affaires étrangères, Trump a nommé [Rex Tillerson](#), PDG d'ExxonMobil : le roi du pétrole n'a aucune expérience gouvernementale mais, proche de Poutine, il a longtemps dirigé les relations commerciales d'ExxonMobil avec la Russie (entreprise dont le *consortium* est chargé d'exploiter l'ensemble des gisements de l'Arctique : elle continua de travailler après l'invasion de l'Ukraine, malgré les sanctions économiques américaines contre la Russie). Conflit d'intérêts ?

Au Trésor, un banquier-escroc de Goldman Sachs, [Steven Mnuchin](#), qui aurait « oublié » de déclarer au comité du Sénat cent millions dollars de profits, ainsi que son rôle de directeur d'un fonds d'investissement dans un paradis fiscal. Au Commerce, « le roi de la banqueroute », le spéculateur [Wilbur Ross](#), spécialiste du rachat de maisons de petits propriétaires ruinés pendant la crise des *subprimes* post-2008. Enfin, à la Justice, Trump propose [Jeff Sessions](#), sénateur de l'Alabama, longtemps connu pour son racisme — au moins celui-là ne manque-t-il pas d'expérience judiciaire... Ancien procureur de l'Alabama, Sessions a même été proposé en 1986 à la Cour d'Alabama du Sud ; mais — chose rarissime — il fut débouté par le Sénat, alors majoritairement républicain, sur la

base des témoignages de ses collègues, rapportant ses nombreuses remarques racistes au travail. Élu sénateur, il a voté contre toutes les lois en faveur de la défense des droits civiques des Noirs, des immigrés, des femmes et des minorités sexuelles. Sessions a déclaré qu'il considérait les principaux défenseurs légaux des droits des Noirs et des libertés civiques que sont la [National Association for the Advancement of Colored People](#) et la [American Civil Liberties Union](#) comme étant « *non-américains* », sinon « *communistes* ».



(© Charli Riedel)

L'injustice raciale étant le problème central de la civilisation américaine, c'est cette dernière nomination qui met le feu aux poudres. À l'occasion de l'audition devant le comité judiciaire du Sénat, est venu témoigner — chose sans précédent au Capitole — le vieux député et militant des droits civiques noir [John Lewis](#). Grièvement blessé par la police d'Alabama durant la marche vers Selma en 1965 et très souvent comparé à Martin Luther King, il a été réélu quatorze fois député de Georgie. Le comité (républicain) ne lui a cédé la parole qu'à l'issue d'une très longue séance afin que Lewis témoigne devant une salle presque vide. « *Comme un Noir obligé de rester à l'arrière de l'autobus à l'époque de la ségrégation dans l'Alabama* », a-t-on remarqué au terme de ladite audition. Ceux qui soutiennent la justice dans notre société se demandent si l'appel qu'il y lança, à « *la loi et l'ordre* », aura aujourd'hui le même sens qu'il avait en Alabama dans ma jeunesse, quand on l'utilisait pour violer les droits humains et civique des pauvres, des dépossédés, des gens de couleur... Lors d'une interview télévisée, le septuagénaire a déclaré la présidence de Trump « *illégitime* » ; ce dernier, comme à son habitude, a répondu par quelques tweets personnellement insultants et totalement mensongers. Le public a compris. La Justice, c'est le poste clef de l'État : c'est elle qui réprime, arrête, poursuit en justice et emprisonne. Mais c'est aussi elle qui nous protège, qui est la gardienne de nos droits et de nos libertés. On imagine ce qu'elle sera sous la férule de



Trump et de Sessions. Nous ne pouvons que serrer nos rangs et nous préparer à une longue lutte. Mais comme le rappelle Michael Moore : « *La bonne nouvelle, c'est que nous sommes plus nombreux qu'eux.* » La résistance américaine existe déjà.

Image de couverture : Johnny Louis/FilmMagic

1. « Je vous [*Wall Street*, ndlr] ai représentés pendant huit ans. J'ai eu d'excellentes relations avec vous et nous avons étroitement collaboré au moment de la reconstruction post-11 septembre. J'y ai gagné beaucoup de respect pour le travail que vous accomplissez et les personnes qui le font. » Octobre 2013.[↔]
2. N'oublions pas qu'il s'agit toujours du capitalisme : qui ne dénonce que le « néolibéralisme » devrait sérieusement repenser ses théories.[↔]